

La révolution des fourmis

Date 18/06/2009
Source Le Nouvel Obs
Author Ursula Gauthier

Pionnière du microcrédit, la banque Sewa a permis à des milliers d'Indiennes exploitées et illettrées de prendre leur existence en main et de retrouver leur dignité

De notre envoyée spéciale à Ahmedabad

C'est le gratte-ciel le plus moderne d'Ahmedabad, siège de plusieurs grands établissements financiers. Sewabank, qui occupe un étage entier, n'est pourtant pas une banque comme les autres. En sari multicolore, en costume tribal ou couvertes de noir de la tête aux pieds comme de coutume chez les musulmanes du Gujerat, on ne trouve que des femmes dans le vaste hall plein d'animation. Ici, pas de guichets blindés, mais des employées à portée de main, qui répondent patiemment à toutes les questions et enregistrent de minuscules mouvements de fonds : un dépôt de 10 roupies (0,15 euro), un retrait de 150 (2,35 euros)... Une réceptionniste reçoit les illettrées et les aide à remplir les formulaires. Dans un coin, un photographe tire le portrait d'une femme sans âge qui tient devant elle un panneau à son nom. Illettrée, elle aussi, comme la majorité des clientes – qui sont aussi les actionnaires. La banque est gérée par des professionnels, mais elle appartient aux 100 000 femmes pauvres qui lui confient leurs économies.

Elles ne gagnent parfois que 50 roupies par jour (0,80 euro), leur compte affiche en moyenne un solde de 2 400 roupies (37 euros). Mais chaque versement les rapproche du profil d'« épargnante régulière », qui donne droit à un prêt de 50 000 roupies maximum (800 euros). Bol d'air vital, ces microcrédits ont permis, depuis trente-cinq ans, à des milliers de femmes d'acheter des outils, des matières premières, de faire face à la maladie, aux accidents, de parer aux conséquences des catastrophes naturelles ou des émeutes – comme les pogroms antimusulmans de 2002.

Sewabank investit prioritairement dans le rachat des dettes à taux usuraires, une politique qui a permis la création de business parfois très profitables. Le taux d'impayés est dérisoire (2% !). Et la banque gagne même de l'argent. « Elle a distribué chaque année des dividendes à ses membres – 15% dernière-



Brodeuses travaillant pour les marques Hansiba et Adeli

Les multiples activités du réseau Sewa démontrent l'extraordinaire capacité de ces déshéritées à mettre à profit le moindre soutien pour prendre leur destin en main. Sans aide publique ni subvention, une centaine de coopératives ont surgi : vendeuses de quatre saisons, ramasseuses de déchets, fabricantes de *bidis* (cigarettes roulées à la main), d'encens ou de cerfs-volants, laitières, cyclo-porteuses, sages-femmes... Profitables par obligation – sinon qui assurerait leur survie ? –, ces petites entreprises ont permis à des milliers de paysannes et d'habitantes de bidonvilles de sortir de l'extrême précarité.

Rien ne destinait la timide Ela Bhatt, fille d'un avocat d'Ahmedabad, à devenir la voix de 1 million

QUELLE VICTOIRE POUR CES 4 000 FEMMES QUI CRÈRENT SEWABANK EN 1974, EN INVESTISSANT CHACUNE 10 MISÉRABLES ROUPIES !

ment. Quel établissement financier peut en dire autant ? », s'exclame Ela Bhatt, fondatrice du mouvement Sewa (Self-Employed Women's Association, « Association des Femmes auto-employées »). Quelle fierté, pour celle qu'on appelle affectueusement Elaben (sœur Ela), que d'avoir apporté la preuve, contre tous les doctes financiers, que des illettrées pouvaient être *bankables*. Et quelle victoire pour ces 4 000 femmes qui créèrent Sewabank en 1974, en investissant chacune 10 misérables roupies !

de femmes (dont la moitié dans son Gujerat natal), pauvres parmi les pauvres et oubliées de tous. Si ce n'est un idéalisme nourri par l'exemple de Gandhi. Et peut-être le combat qu'elle a dû livrer pour pouvoir épouser l'homme qu'elle aimait, brillant économiste mais fils d'un pauvre ouvrier textile. Son diplôme de droit en poche, Ela est affectée au TLA, le syndicat des travailleurs du textile, fondé par le Mahatma lui-même. Un flot protégé dans un océan d'abus. Car l'immense majorité (93%, selon les chiffres officiels) des travailleurs et surtout des travailleuses du pays relèvent du secteur dit « informel » : ils ne bénéficient d'aucun droit, d'aucune protection sociale.

Comme Soopa Goba, une plantureuse porteuse qui vient un jour demander l'aide d'Ela Bhatt : on la paie 2 roupies par jour (0,03 euro) pour transporter d'énormes

charges sur sa tête ; à la fin de sa journée, elle n'a pas de quoi payer un logement et doit dormir sur le trottoir. Ela la suit sur les marchés, enquête sur la condition de ces femmes qui se battent avec une incroyable ingéniosité pour garder la tête hors de l'eau. *« Pauvres, illettrées, endettées, sans capital, sans revenu stable ni soutien, elles réussissent pourtant, grâce à leur énergie, à faire tourner le pays. Le secteur informel génère 64% du PNB ! Elles sont la meilleure carte de l'Inde, et on les piétine à cause de préjugés archaïques. »* En leur refusant les garanties d'un véritable statut, les pouvoirs publics, comme les syndicats classiques, les laissent à la merci de tous les exploiters. *« Comment sortir de l'endettement endémique, quand on doit louer à prix d'or la machine à coudre ou la voiture à bras, arroser une foule d'intermédiaires, et emprunter à des taux exorbitants – jusqu'à 10 ou 20% par jour ! – pour acheter les fournitures nécessaires à son activité ? »*

Ela Bhatt décide de briser le cercle vicieux. En 1972, avec des collectrices de déchets, des porteuses, des brodeuses, elle fonde donc Sewa, le premier syndicat de « travailleuses informelles » d'Inde et peut-être du monde. La formule se propage à huit autres Etats indiens et une dizaine de pays



d'Asie et d'Afrique. En 1995, Elaben réussira même, avec d'autres, à faire bouger l'OIT (Organisation internationale du Travail) en faisant reconnaître le rôle et les droits des « petits boulots », face au modèle classique du salariat industriel.

Au Gujerat, bastion du nationalisme hindouiste, les extrémistes au pouvoir voient d'un mauvais œil le poids croissant de cette immense ruche, composée d'intouchables, de musulmanes et de femmes des basses castes. Mais Sewa est protégée par sa notoriété mon-

diale. Ela Bhatt est désormais reconnue, célébrée – c'est elle qui parle au nom des femmes pauvres devant les Nations unies en 2008 – et de plus en plus entourée. Elle a réussi à attirer à Ahmedabad de brillantes militantes diplômées qui gèrent la banque, dispensent des mini-MBA à des semi-illettrées, arrachent des droits sociaux pour une foule de petits métiers. Elles viennent de créer une marque de vêtements ethniques très chic (Hansiba en Inde, Adeli en Grande-Bretagne) commercialisant la production de brodeuses qui n'étaient jamais sorties de leurs villages. Les familles ont découvert que les femmes ont de l'or dans les doigts. De la grand-mère à la gamine, chacune se met à l'ouvrage.

Pendant ce temps, à l'heure de la crise, les hommes passent leurs journées à chercher un boulot, n'importe lequel. *« J'ai parfois pitié de ces hommes qui perdent la face alors que leur femme sort de la chrysalide, soupire Elaben. J'ai proposé d'ouvrir Sewa aux hommes, mais elles refusent absolument. Les hommes, disent-elles, ont tendance à voir grand, alors qu'il faut rester humble. Et puis ils ont un problème avec l'argent : dès qu'ils en ont entre les mains, il se volatilise ! »* Quand la famine menace, ce sont les fournis qui ont raison

URSULA GAUTHIER

Welcome to Dharavi !



Visite, à Bombay, dans le plus grand bidonville du monde, là même où fut tourné le fameux « Slumdog Millionaire »

Du haut de l'unique immeuble à ascenseur, 15 étages dominant une mer de cases basses enserrées entre deux voies de chemin de fer, Raju, militant communiste, montre d'un geste large la marqueterie de tôle rouillée qui abrite près de 1 million de personnes : *« On appelle ça un "slum", mais il y a sous chaque toit un atelier familial, 15 000 au total, qui rapportent 700 millions de dollars par an. Et pas que des industries polluantes : ici, sous ce hangar, on fabrique les sucres Panjabi Gasitaram distribuées dans les avions ; et là, il y a un labo qui exporte dans le monde entier du fil chirurgical fabriqué à partir d'intestins de chèvre. »*

Certes, l'hygiène laisse à désirer dans ces 220 hectares dont la densité est une des plus élevées au monde. Les arrivées d'eau sont rares, les latrines collectives, et les égouts quasi absents. Mais Dharavi n'a rien de ces décharges peuplées de mendiants faméliques qu'évoque pour nous le mot de bidonville. C'est une ruche. A moins de 3 kilo-

mètres du centre financier de Bombay s'affairent des potiers, des tanneurs, des imprimeurs (ce sont eux qui font les affiches de Bollywood), des fabricants de prêt-à-porter, de chaussures, de bijoux, et une armée de recycleurs capables de donner une seconde vie à tout ce qui se jette : papier, plastique, écorces de noix de coco...

La proximité à son revers : jadis relégué à la périphérie, Dharavi se retrouve aujourd'hui en plein cœur d'une mégapole ambitieuse qui se rêve en Shanghai indienne. Le bidonville est un chancre à éliminer, et le terrain, estimé à 10 milliards de dollars, fait l'objet de toutes les convoitises. Sa mise en valeur a été confiée à des sociétés privées, au grand dam des habitants. *« Depuis 150 ans, les gens ont créé ici leurs propres emplois, alors que les pouvoirs publics n'avaient rien à leur proposer, plaide Jockin, le pape des militants de Dharavi. Et on veut les remplacer par des golfs et des centres commerciaux ! »* Jockin et ses amis ont réussi à faire de Dharavi le symbole mondial de l'économie informelle, seule issue pour les plus vulnérables. Pour le moment, les expropriations sont bloquées. U. G.